

Mme GROISON (FSU) s'adresse à M. VERDIER pour exprimer la forte déception qu'elle a éprouvée à l'écoute de sa réponse. Si son organisation est venue ce jour, c'était dans l'espoir que la déclaration lue au nom de toutes les organisations ait pesé dans les choix et que dans l'été les premières annonces aient pu être corrigées. Elle constate qu'il n'en est rien et que M. VERDIER confirme la baisse du budget de l'action sociale. Certes, il annonce qu'il sera fait au mieux pour les agents, mais comme la déclaration commune l'a énoncé dès sa première phrase, la FSU maintient que cette baisse est inacceptable. L'action sociale est un sujet qui est porté très fortement par chacune des organisations syndicales et donc par la FSU dans le cadre du CIAS, mais aussi dans le cadre des discussions diverses avec le cabinet de la ministre ou dans le cadre de l'agenda social.

Concernant l'agenda social elle tient d'ailleurs à dire sa surprise et sa déception : au moment de l'élaboration de l'agenda social qui vient de se terminer, son organisation avait compris qu'on y intégrait d'une manière ou d'une autre l'action sociale pour justement préserver les questions budgétaires. Il avait été expliqué que dans ce cadre-là ce serait plus facile pour le ministère d'aller discuter avec Bercy. Elle ne peut que constater avec amertume comment cela a fonctionné.

Or voici que s'ouvriront dans les jours à venir de nouvelles discussions avec le cabinet sur le nouvel agenda social. Si les engagements pris ne servent finalement pas les objectifs qui étaient convenus, sur le fond et sur la méthode en termes de dialogue social, cela ne peut qu'interroger fortement. L'action sociale est malmenée à la fois sur le fond puisque la réponse apportée ne peut toujours pas convenir aux organisations syndicales, et sur la forme puisqu'on a l'impression que l'on joue au chat et à la souris et qu'on essaie de jouer les consultations les unes contre les autres.

L'action sociale pour la FSU n'est pas le « supplément d'âme ». Ce n'est pas non plus une action de solidarité pour des agents qui traversent comme l'ensemble des salariés la période de crise économique et sociale. La FSU a une tout autre ambition pour l'action sociale : la politique d'action sociale sert bien sûr à aider des agents dans certaines situations, mais elle doit aussi assurer au niveau social, culturel, familial un certain nombre de prestations parce que cela participe du progrès social. C'est pourquoi on ne doit pas réfléchir uniquement par rapport à une situation économique et sociale, mais réfléchir à une politique sociale qui soit fondée sur des principes dans un objectif d'amélioration de la situation de tous les agents.

Certes il y a la situation économique, dont elle souhaite dire quelques mots. La FSU combat la politique d'austérité et estime que les choix budgétaires faits par le gouvernement ne sont pas bons. Il ne sera d'ailleurs pas longtemps possible de rester sur un discours qui vise à restaurer, à réhabiliter la fonction publique et les agents de la fonction publique qui portent au quotidien sur le terrain les actions de la fonction publique, sans mettre les budgets qui lui sont nécessaires. Quant aux salaires, leur gel pendant quatre années successives ne participe pas à la reconnaissance des agents et contribue à la baisse de leur pouvoir d'achat. Lors de la dernière conférence sociale, le Premier ministre a dit que les services publics et la fonction publique participaient du développement économique durable du pays. On peut donc souhaiter que dans les faits, y compris dans l'action sociale, cela se traduise en objectifs politiques et en mesures budgétaires.

Plusieurs questions sont à traiter, que le budget proposé ne permettra pas de traiter. Il y a d'abord la question des jeunes agents qui arrivent dans leur fonction. Comment mener une politique sociale qui ne soit pas que le supplément d'âme mais qui en termes de transport, de logement, de développement des crèches, de prise en charge d'un certain nombre de prestations puisse leur permettre de vivre normalement et dignement leur vie d'agents de la fonction publique ? Il y a ensuite la question des inégalités. Toutes les organisations syndicales présentes ont récemment signé un protocole visant à réduire les inégalités entre les femmes et les hommes. Elles pouvaient légitimement penser que cette préoccupation serait prise en compte dans tous les sujets, y compris l'action sociale, avec des outils et des moyens pour remédier aux inégalités entre les femmes et les hommes. S'ajoutent encore la question de la précarité d'un certain nombre d'agents et celle des retraités.

La question est bien celle des besoins et il faut un débat sur les besoins, pas seulement au regard de la crise que tout le monde traverse, mais au regard d'objectifs plus globaux pour une politique sociale des agents. Or le budget qui est présenté ne le permettra pas. Mais elle tient à dire clairement que la FSU, dans la préparation de l'agenda social, ne veut pas discuter de la gouvernance contre les moyens d'action sociale. Elle veut discuter de l'action sociale, des besoins des agents, de la gouvernance, des moyens attribués mais en aucun cas isoler les sujets.

Comme il lui semble peu probable qu'à l'issue de toutes les déclarations M. VERDIER puisse apporter une autre réponse que celle qu'il a déjà faite, la FSU sera amenée à revenir sur ce sujet dans cette instance comme dans d'autres lieux.